

LE 23 MARS

DÉFENDEZ VOS FINS DE MOIS

C'est aussi au Grand Conseil que ça se joue

Dans ce POP Info dédié aux élections cantonales du 23 mars, nous mettons l'accent sur les difficultés à joindre les deux bouts grâce aux témoignages de candidat.e.s populistes. Vous découvrirez aussi nos candidat.e.s au Grand Conseil et l'interview de Sarah Blum, candidate popiste au Conseil d'Etat sur la liste de la Gauche Unie.

ÉDITORIAL

Défendez vos fins de mois!

C'est avec ce slogan combattif que le POP neuchâtelois se lance dans les Élections cantonales 2025. Les luttes d'hier ont forgé nos droits d'aujourd'hui. Les avancées sociales, démocratiques et écologiques que nous considérons parfois comme acquises sont le fruit de combats acharnés menés par celles et ceux qui nous ont précédés. Mais l'histoire le démontre : rien n'est jamais définitivement gagné. Aujourd'hui, les vents mauvais soufflent à nouveau, et face aux attaques répétées contre nos droits, nos libertés et notre dignité, nous n'avons pas d'autre choix que celui de l'action.

Un monde en péril, une réponse nécessaire

Partout, nous assistons à une montée inquiétante des régimes autoritaires et réactionnaires avec le soutien

[Lire la suite en page 2](#)

ÉDITO DÉFENDEZ VOS FINS DE MOIS

des ultrariches. Les gouvernements qui flirtent avec l'extrême droite ne se cachent plus : ils s'attaquent aux étrangers, aux pauvres, aux femmes, aux minorités, à celles et ceux qui osent défendre la justice sociale et climatique. Ils instrumentalisent la peur, le racisme et le repli sur soi pour diviser les peuples et mieux servir les intérêts des puissants.

Neuchâtel n'est pas une île préservée de ces dynamiques. Ici aussi, la précarité demeure : 15% de la population vit sous le seuil de pauvreté. La droite au pouvoir durant cette législature cherche à diminuer drastiquement les impôts, au profit des plus riches et mettant en péril les missions essentielles de l'État.

Un parti au service des classes populaires et moyennes

Dans cette période charnière, le POP neuchâtelois a un rôle essentiel à jouer. Notre engagement, notre voix, notre présence dans les parlements, mais aussi dans la rue, sont plus que jamais nécessaires. Ces dernières années, notre députation au Grand Conseil a mené un travail remarquable : défendre les services publics, exiger des politiques sociales fortes et œuvrer dans de nombreux domaines pour faire entendre la voix des classes populaires et moyennes.

Et ce travail doit se poursuivre et s'amplifier face à des enjeux majeurs pour défendre les fins de mois de l'ensemble de la population neuchâteloise aux côtés de nos alliés de la Gauche unie.

Une mobilisation qui fera la différence

Soyons lucides : nous ne disposons ni des financements massifs de certains partis, ni du soutien des lobbies économiques. Notre force, c'est vous.

C'est votre engagement, votre énergie, votre travail sur le terrain qui font la différence. Ce sont vos discussions avec les collègues, vos échanges avec vos proches, votre présence dans les assemblées, sur les marchés, dans les rues, qui permettent de faire entendre notre voix.

Chaque affiche collée, chaque tract distribué, chaque porte frappée est une pierre posée sur le chemin de la victoire. Sans le travail militant, nos combats resteraient un cri isolé. Ensemble, nous pouvons faire triompher nos idées et nos valeurs.

Deux listes fortes pour un avenir solidaire

Pour cette élection, notre liste incarne notre



engagement: plus ouvrière, plus féminine, plus représentative de la diversité de notre canton. Elle allie l'expérience de nos élu-es sortant-es et le souffle du renouveau, avec de nouveaux visages prêts à s'investir pour construire les combats de demain.

Nous avons l'ambition de renforcer notre présence au Grand Conseil, d'obtenir une double majorité et de peser encore davantage dans les décisions qui impactent directement la vie des Neuchâtelois-es. Pour y parvenir, il est essentiel de voter compact, c'est-à-dire de glisser la liste du parti dans l'urne sans ajouter ni biffer de noms, afin que chaque voix contribue pleinement à notre représentation et renforce notre poids au parlement. Et parce qu'une double majorité est indispensable, voter la liste compacte de la Gauche unie au Conseil d'État est tout aussi crucial.

Le 23 mars, faisons entendre notre voix.

Le 23 mars, choisissons la solidarité, la justice et l'égalité.

Le 23 mars, votons POP et la Gauche unie!

Julien Gressot, président du POP neuchâtelois

SARAH BLUM: «15% DE LA POPULATION VIT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ»

Cheffe du groupe VertPOP et députée depuis 2017, Sarah Blum est la candidate du POP sur la liste commune de la Gauche unie avec le PS et les Vert.es. On prend le temps de parler d'elle et des priorités politiques de la Gauche Unie.

Sarah, ton engagement politique te prend beaucoup de temps, mais il y a une vie à côté...

Absolument, professionnellement j'enseigne l'allemand et l'histoire dans une école professionnelle. Je suis maman de deux petites filles. Durant mon temps libre, je joue pas mal au tennis, je lis des romans historiques et j'aime avoir une vie sociale bien remplie.

Mais revenons à la politique. C'est ta deuxième campagne pour le Conseil d'État. Une différence, cette fois le POP fait liste commune avec le PS et les Vert.e.s. Quels en sont les objectifs ?

Il y a 12 ans, nous avons fait liste commune mais la répartition des places sur la liste était déséquilibrée avec trois socialistes (élus), un popiste et un écologiste. Cette année les choses sont bien différentes car aucun parti ne peut obtenir la majorité au Gouvernement sans au moins un autre parti. Nous avons un programme commun que les élu.e.s s'engagent à respecter en cas de majorité gouvernementale. Par ailleurs, la législature qui s'achève a été marquée par une excellente collaboration entre les trois composantes de la gauche neuchâteloise au Grand Conseil. Avec seulement 48 sièges sur 100, nous devons accorder nos violons pour tenter de faire passer nos idées.

Justement, si on entre dans le vif du programme, quelles sont les priorités de la Gauche unie ?

Il est impératif de permettre à la population de vivre dignement. Avant Noël, les derniers chiffres de la pauvreté ont fait l'effet d'une bombe: 15% de la population neuchâteloise vit sous le seuil de pauvreté. C'est énorme. Pour contrer cette réalité, la priorité va à l'augmentation des subsides



LAMAL, mais aussi à la hausse du salaire minimum et à l'extension du principe du salaire minimum aux apprenti.e.s. De manière générale, le canton doit aussi s'engager pour que le personnel de l'administration publique et des entités parapubliques aient des conditions de travail et salariales de bon niveau. Des services publics de qualité et de proximité sont absolument nécessaires pour la population et la cohésion cantonale. Enfin, la baisse des tarifs des transports publics, voire la gratuité pour certaines catégories, permettrait de donner de l'oxygène aux bas revenus et serait une mesure nécessaire pour le transfert modal.

Comme enseignante, la formation de tient à cœur. Quelles sont les mesures de la Gauche unie et du POP pour améliorer l'école neuchâteloise ?

Nous avons réussi durant la législature à faire passer un postulat pour améliorer l'encadrement des élèves dans les classes. Cela peut passer par une diminution du nombre d'élèves, par davantage de co-enseignement ou un soutien accru aux enfants à besoins particuliers. Il est central d'améliorer la situation dans les classes pour que

l'école joue son rôle dans la diminution des inégalités. Dans le domaine de la formation, la réforme du lycée nous laisse songeurs. Pour nous, on doit passer à un système de 11 années d'école obligatoire avec 4 ans de lycée. Rogner sur l'école obligatoire avec un système 10+4 n'est pas acceptable. Il faut aussi reconsidérer cette politique du tout numérique dans les classes !

Quel autre thème central de la Gauche unie mettrais-tu en avant ?

La nécessité d'avoir un système de soins de qualité. Cela passe notamment par le respect de la volonté populaire de 2017 et le maintien de deux sites de soins aigus dans le canton. C'est une question de sécurité sanitaire. On voit des velléités de centralisation. Or ce serait une erreur. Nous avons besoin de deux sites complémentaires. Les Montagnes neuchâteloises ne doivent pas être laissées de côté. On l'a vu pendant le COVID, deux hôpitaux dans le canton n'étaient pas un luxe. Il est aussi important d'avoir des centres de santé et des policliniques dans toutes les régions.

Vivian Bologna

MATHIEU
AGRESTA



Assistant en soins
et santé communautaire

HILÂL
BAKICI



Employée de commerce
et employée dans l'industrie

DIDIER
BAUMGARTNER



Pilote de locomotive

MARIA
BELO



Retraîtée de l'horlogerie

OLIVIER
BEROUD



Gérant de bar, député

GAËTAN
BIELER



Educateur social,
conseiller général

LOBSANG
BLANCHARD



Prestataire événementiel,
conseiller général

SARAH
BLUM



Enseignante d'allemand
et d'histoire, députée

VIVIAN
BOLOGNA



Secrétaire politique,
conseiller général

KARIM
BOUKHRIS



Historien,
conseiller général

JEAN-NOËL
BOVARD



Electricien,
conseiller général

NICOLAS
BURGAT



Technicien en bâtiment,
conseiller général

DELPHINE
CHRIGUI



Anglaise dans l'horlogerie

MOURAD
CREVOISIER



Menuisier,
conseiller général suppléant

MAXIMILIEN
CUGNET



Informaticien

CÉDRIC
DUPRAZ



Enseignant

CÉLINE
DUPRAZ



Juriste, députée,
conseillère générale

VANESSA
DURAKI



Assistante
socio-administrative

DERYA
DURSUN



Secrétaire syndicale

OLIVIER
FOREL



Musicien

VINCENT
GENZONI



Assistant social retraité

AURÉLIE
GRESSOT



Nutritionniste, traiteur,
députée

JULIEN
GRESSOT



Historien, député,
médiateur culturel

MICHAËL
JASARI



Photographe

FRANÇOISE
JEANDROZ



Enseignante retraitée,
conseillère générale

ARMIN
KAPETANOVIC



Pharmacien, député

AURORA
LASTRA



Médecin retraitée

JEANNOT
LEISI



Traducteur

PHILIPPE
L'EPLATTENIER



Mécanicien

NOÉMIE
MASSY



Serveuse

GIAN FRANCO
MAULE



Technicien ET en énergie,
retraité

VIRGINIE
MOUCHE



Approvisionnement
dans l'horlogerie

GABRIEL
MOUNCHEMIE



Tech. en méthodes industrielles,
conseiller général suppléant

MATTHIEU
OBRIST



Technicien du spectacle
et spécialiste STPS

ANNE
REICHEN



Economiste d'entreprise,
spéc. RH, cons. gén.

KEVIN
REICHEN



Technicien ES
en microtechnique

MATHILDE
REVERCHON



Ingénieure agronome,
conseillère générale

MATTHIEU
REVERCHON



Enseignant

ELLA
ROMELLI



Aide-soignante retraitée,
députée suppléante

JEAN-MARIE
ROTZER



Ingénieur retraité,
député suppléant

SYLVIAN
SAHLI



Electronicien

KIM
SANSONNENS



Directeur-adjoint
école obligatoire

MARINA
SCHNEEBERGER



Bibliothécaire retraitée,
députée

ÉMILIE
SCHRANZ



Etudiante en master
de biologie

REGINA
SEYDOUX



Confiseuse
retraîtée

BARBARA
STAMPFLI



Couturière

VINCENT
STUDER



Informaticien

NICOLAS
TURTSCHI



Directeur

PHILIPPE
VAUCHER



Instituteur retraité,
conseiller général

SUZANNE
ZASLAWSKI



Opératrice en horlogerie,
conseillère générale

LARA
ZENDER



Stagiaire archiviste,
conseillère générale

Nous soutenir



POP Neuchâtelois



Versoix 7, 2300 La Chaux-de-Fonds

☎ +41 32 968 63 65

✉ info@pop-ne.ch

www.pop-ne.ch

**Retrouvez-nous
sur nos réseaux:**

popneuchatel 
pop_neuchatel 

PRÉCARITÉ «LA FAIM ÇA REND VIOLENT»

Dans le cadre des élections cantonales, nous donnons la parole à des candidat.e.s populistes au Grand Conseil qui peinent à joindre les deux bouts.

Lobsang Blanchard en fait partie. Cet indépendant qui vient de passer la trentaine est conseiller général au Locle. «Je suis prestataire événementiel et je vends des boissons avec mon enseigne AperO'Clock au Locle. Pour l'événementiel, je loue du matériel ou je m'occupe du son et de la lumière. Le plus difficile est le manque de réserves de liquidités, je suis à flux tendu. Notre système est impitoyable et t'enfonce. En tant que petite entreprise, la priorité est la prestation aux clients, l'administratif en pâtit et est fréquemment effectuée en dehors des heures de bureau. En cas de retard sur factures il est souvent difficile d'échapper aux frais de rappels: tant par difficulté à joindre les bureaux que par simple mauvaise volonté des interlocuteurs. En particulier de la part des services de l'Etat, qui exigent fréquemment la complétion des dossiers dans les 10 jours qui suivent l'envoi postal... Mais quand toi tu as besoin d'aide, t'as intérêt à être patient...Et je ne parle pas des clients mauvais payeurs...»

Au milieu de ces questions financières, les questions administratives jouent un rôle décisif. «Quand on a une SARL, il faut un fiduciaire, voire un comptable. Je n'ai pas les moyens d'employer quelqu'un pour mon administratif, donc je le fais après de longues journées de travail sur le terrain. La charge administrative est pourtant de plus en plus élevée et ne rapporte rien. Je voulais m'annoncer aux services sociaux, mais en tant qu'indépendant, j'y aurais eu droit que durant trois mois, échéance à laquelle je dois choisir de renoncer définitivement aux aides ou déposer le bilan.. Pour y avoir droit, j'aurais dû montrer la comptabilité en cours, ce qui est compréhensible, mais difficile lorsqu'on court toujours derrière l'argent. Dans mon secteur les charges sont fixes mais les revenus en dents de scie. Sans compter que pour mon activité de grossiste de boissons, je dois avancer leur achat. Financièrement, je m'autorise à peine 300 francs par année pour les loisirs et 500 francs de nourriture par mois, je compte chaque centime. Je renonce à des frais pourtant nécessaires comme le dentiste.»

Lobsang a droit aux subsides LAMAL mais il les perçoit de manière rétroactive une fois que sa comptabilité est vérifiée. «Mais les bons fiduciaires ne courent pas les rues. Du coup, faut patienter.» Dans ce contexte, c'est sa santé qui en pâtit en raison du stress permanent et... sa LPP qu'il ne paie pas. Et de conclure : «Je bosse à fond, mais ça ne suffit pas à tourner. Je devrais augmenter les prix, mais le faire est risqué car tout augmente et on sent bien que les clients n'ont pas plus de moyens. La seule autre alternative que j'aurais à part continuer tant bien que mal à m'accrocher, ce serait les services sociaux.»

Autre témoignage, celui de **Barbara Stampfli**. Elle ne mâche pas ses mots: «Il n'est pas acceptable qu'en Suisse on puisse avoir faim. J'ai beaucoup voyagé et j'ai vécu même dans la jungle au Mexique et j'ai toujours eu de quoi manger.

La faim, ça rend violent. Il faut donc des politiques publiques qui permettent de l'éviter.»

En retraite anticipée, Barbara est couturière de formation. Un CFC obtenu sur le tard alors qu'elle élevait seule sa fille en bas âge. Elle a choisi la pré-retraite car le monde du travail l'a écoeurée sur la fin. «J'ai été placée par les services sociaux dans des ateliers de travail chez Alfaset sans réel salaire. Je me suis sentie exploitée et j'ai dit stop.»

Militante de la section de Val-de-Travers, elle s'est engagée au POP «car je m'y reconnais. Les membres de la section sont de belles personnes.» Les combats menés par le POP la touchent. «L'initiative pour des soins dentaires avait et a tout son sens. Aujourd'hui, en Suisse, des personnes ne soignent pas leurs dents car ce n'est pas pris en charge par l'assurance de base.»

Son implication pour la communauté, il se traduit par des coups de mains dans un bric-à-brac où elle côtoie la précarité. «Pour améliorer le système, il faut absolument voter POP le 23 mars!»

On change de région avec **Noémie Massy**, qui a la précarité collée à la peau. Serveuse dans un bar chaud-fonnié 11 heures par semaine et ayant quelques mandats ponctuels dans le monde culturel, elle perçoit un revenu mensuel modique. «J'ai deux enfants de 12 et 16 ans, dont un neuroatypique. Je ne peux donc pas travailler davantage car je souhaite être disponible pour mes deux enfants. Avec mes revenus et les pensions alimentaires de mon ex-conjoint ça me permet à peine de tourner. Je dois donc compter chaque centime. Du coup, je fais attention aux budgets loisirs. Les accrobranches ou les restaurants, c'est pas vraiment au planning...»

Noémie estime qu'un revenu de base inconditionnel serait une solution pour ceux et celles qui s'occupent de leurs enfants et qui libèrent ainsi des places en parascolaire. «Ma situation fait que mon 2e pilier est très maigre et un éventuel 3e pilier n'est même pas un thème. L'aide sociale je n'y ai pas droit car je suis juste au-dessus. Les effets de seuil sont un vrai problème. Je dois donc voir mois par mois. Je n'ai pas de vue à moyen terme.»

Noémie a toujours vécu dans la pauvreté. Double-nationale francosuisse, elle a été scolarisée en France. Au moment de faire son bac, elle ne le terminera pas «car je voulais faire un bac artistique, mais on me l'a refusé. Je suis revenue en Suisse pour faire un CFC, mais à l'époque je travaillais comme décoratrice événementielle mais la formation professionnelle certifiait en tant que décoratrice étalagiste. Du coup, je n'ai pas terminé mon CFC. Aujourd'hui, j'entamerais volontiers une formation, mais c'est compliqué. Selon les secteurs, il n'est pas possible de se former en emploi.»

Elle plaide donc pour des soutiens supplémentaires pour les reconversions professionnelles, pour lutter contre la précarité.

Vivian Bologna

PAUVRETÉ DES CHIFFRES ALARMANTS

Dans le canton de Neuchâtel, d'après les chiffres du Rapport social 2023, 25'319 personnes vivaient sous le seuil de pauvreté, soit 14,9% de la population. Ce taux est en hausse puisqu'il était de 14,2% en 2017, selon le Département de l'emploi et de la cohésion sociale (DECS). Si le recours à l'aide sociale baisse depuis 2017-2018, tout comme le taux de chômage depuis 2018, les demandes de subsides pour les primes d'assurance maladie déposées par les personnes qui ne sont pas bénéficiaires de l'AVS, de l'AI ou de l'aide sociale ont, elles, augmenté en 2022 et 2023.

Caritas ou le Centre social protestant constatent une forte croissance des demandes d'aide de la part de la population la plus fragilisée. Dans les faits, l'amélioration de la situation socio-économique a surtout profité aux personnes ayant un revenu annuel de plus de 30'000 francs. La population disposant d'un revenu inférieur a vu sa situation rester relativement stable et n'a donc pas ou peu profité de l'amélioration liée à la bonne dynamique économique valable jusqu'en 2023.

Selon l'Office fédéral de la statistique, le risque de pauvreté dépend fortement de la situation familiale et du niveau de formation. Les personnes seules de moins de 65 ans sont près de 3 fois plus exposées au risque de pauvreté que les couples de moins de 65 ans sans enfants (6,1%). Les couples avec deux enfants ou plus ainsi que que les ménages monoparentaux sont plus exposés au risque de pauvreté. Les personnes au bénéfice d'une formation de degré tertiaire ont un risque de pauvreté 3,8 fois moins élevé que ceux qui n'ont pas terminé de formation après l'école obligatoire (7,9% contre 30,2%).



Parti ouvrier et Populaire

**LA POLITIQUE
AUTREMENT, POUR
N'OUBLIER PERSONNE**

DÉFENDEZ VOS FINS DE MOIS !

**C'EST AUSSI AU GRAND
CONSEIL QUE ÇA SE JOUE !**

**LE 23.03.2025
VOTEZ LA LISTE POP**

Plus d'infos



WWW.POP-NE.CH

IMPÔTS, AGENDA ET CONTACTS

AGENDA ET CONTACTS

Parti cantonal (Versoix 7, la Chaux-de-Fonds)

info@pop-ne.ch ou www.pop-ne.ch

Le secrétariat apporte son soutien pour les démarches administratives et aiguille vers les bons organes le cas échéant.

Section de La Chaux-de-Fonds (Versoix 7)

info@pop-ne.ch

Le Locle - Les Brenets (Envers 7, au Locle)

loclebrenets@pop-ne.ch ou 077 949 21 61

Littoral info@pop-ne.ch

Val-de-Travers Philippe Vaucher 079 811 06 17

Jeunes POP neuchatel@jeunespop.ch

IMPÔTS

Que ce soit au Locle au 077 949 21 61 ou à la Chaux-de-Fonds au 077 506 92 23, nos militant-e-s apportent leur soutien pour remplir ses impôts, à un prix populaire. Même si les permanences sont dans le Haut, le POP aide les personnes des quatre coins du canton.

NOUS AVONS BESOIN DE VOS DONS, PETITS OU GRANDS !

Vos contributions nous permettent de produire ce POP Info!

CH66 0900 0000 2300
2495 2

POP Neuchâtelois, Versoix 7
2300 La Chaux-de-Fonds

www.pop-ne.ch

